

PENSER LA PALESTINE EN RÉSEAUX

Collection
« Sciences humaines et sociales »

Coédition Diacritiques Éditions / Presses de l'Ifpo
(Ifpo UMIFRE 6, CNRS-MEAE, USR 3135)

Cet ouvrage a été réalisé avec le soutien l'Institut de recherche interdisciplinaire
sur les enjeux sociaux (IRIS UMR 8156-U997, CNRS, EHESS, USPN, INSERM)

La collection « Sciences humaines et sociales » est dirigée par
Sabrina Mervin, Myriam Catusse, Bruno Dewailly, Candice Raymond,
Séverine Gabry-Thienpont & Vanessa Van Renterghem

Préparation
Diacritiques Éditions

Relecture et correction
Oops !

Conception graphique
François Marcziński

Couverture
François Marcziński d'après *Pacifier* (2014) de Majd Abdel Hamid
<https://majdabeldelhamid.com/>

Presses de l'Ifpo
B.P. 11 – 1424 Beyrouth, Liban
Tél./Fax : + 961 (0)1 420 294
www.ifporient.org
diffusion-ifpo@ifporient.org

Creative Commons
Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification
3.0 France (CC BY-NC-ND 3.0 FR)

PRESSES DE L'IFPO, Beyrouth 2020
CCO 51

ISBN papier 978-2-35159-771-2

DIACRITIQUES ÉDITIONS, Marseille, 2020

ISBN papier 979-10-97093-10-5

ISBN électronique 979-10-97093-11-2

Sous la direction de
Véronique Bontemps,
Nicolas Dot-Pouillard,
Jalal Al Hussein,
Abaher El Sakka

PENSER LA PALESTINE EN RÉSEAUX



Diacritiques
Éditions

Presses de l'ifpo

TABLE DES MATIÈRES

Introduction. Penser la Palestine en réseaux <i>Véronique Bontemps, Nicolas Dot-Pouillard & Xavier Guignard</i>	8
MILITER, CONTESTER, CONTOURNER : LES RÉSEAUX MILITANTS	
Al-Aqsa 2.0. Abolir les frontières et défier la contrainte sur Internet <i>Elsa Grugeon</i>	26
« Internationaux » et engagements politiques dans les Territoires palestiniens occupés <i>Clio Chaveneau</i>	58
À la gauche de la gauche. Une toile française de la Palestine <i>Nicolas Dot-Pouillard</i>	90
Les groupes armés du camp de Balata (Cisjordanie). Mobilisation, révolte et économie parallèle à l'ombre des réseaux du Fatah <i>Minas Ouchaklian</i>	124

S’AFFIRMER COMME PALESTINIEN,
DU LOCAL AU TRANSNATIONAL

Habiter à Ramallah sans en être. Réseaux amicaux et sociabilités locales dans une ville « cosmopolite » <i>Mariangela Gasparotto</i>	154
La diaspora palestinienne. Réseaux réfugiés, réseaux citoyens ? <i>Jalal Al Hussein</i>	178
Les réseaux de l’art contemporain de Palestine. Un nouvel espace postnational ? <i>Marion Slitine</i>	210
<i>Les Monologues de Gaza</i> . Une démarche à vocation thérapeutique et collective <i>Najla Nakhlé-Cerruti</i>	236
Conclusion. Des réseaux flexibles dans des mondes inflexibles <i>Jalal Al Hussein, Véronique Bontemps & Nicolas Dot-Pouillard</i>	254

Introduction

Penser la Palestine en réseaux

Véronique Bontemps

Nicolas Dot-Pouillard

Xavier Guignard

Ce livre est en très grande partie issu d'un séminaire transnational organisé par les antennes jordanienne, libanaise et palestinienne de l'Institut français du Proche-Orient (Ifpo) et par l'université de Birzeit en Palestine, de 2011 à 2015¹. Au départ, il s'agissait de prendre acte d'un concept polysémique (celui de réseau), sans appeler la jeune génération de chercheurs qui le mobilisait à trancher entre différents usages des réseaux, entre utilisations scientifiques et militantes (voir *infra*). Les chercheurs français et palestiniens qui se sont associés à ce séminaire ont eux-mêmes fonctionné en réseau pendant quatre ans. Ils n'ont pas seulement pensé les réseaux, ils les ont pratiqués. Ils ont dû se jouer de frontières difficilement franchissables, entre la Jordanie, la France, le Liban et les Territoires palestiniens occupés (TPO)², trouver leurs modes de connexions et d'organisations propres auxquels ne répondaient pas toujours leurs cadres universitaires institutionnels. Ils ont ainsi inventé un réseau académique singulier, transnational, selon des logiques d'interconnaissances, de rencontres et d'affinités personnelles, tissé leur toile de recherche sans pour autant partager des espaces et un territoire communs.

Penser la question palestinienne à partir de réseaux, penser le concept de réseau à travers la question palestinienne : le pari répond à deux préoccupations majeures. Il s'agit d'interroger un concept de plus en plus usité dans les sciences sociales ces dernières années ; il s'agit aussi de questionner des dynamiques palestiniennes qui ne sont pas forcément manifestes. Les travaux en sciences sociales sur les sociétés palestiniennes ont longtemps été marqués par ce que l'on

1 Laurent Bonnefoy, chercheur au Centre de recherches internationales (Ceri – Sciences Po) a notamment été l'un des initiateurs de ce séminaire transnational. Cet ouvrage lui doit beaucoup.

2 Les Territoires palestiniens occupés (TPO) désignent la Cisjordanie, la bande de Gaza et Jérusalem-Est (résolution onusienne 58/292 de mai 2004). Ils sont parfois également dénommés Territoires palestiniens (TP), ou Territoires occupés (TO). Les troupes israéliennes évacuent la bande de Gaza en août et septembre 2005 : cependant, l'ensemble des frontières terrestres de la bande de Gaza, ainsi que son espace maritime et aérien, demeurent entièrement contrôlés par les forces israéliennes depuis cette date.

pourrait appeler un tropisme « politico-centré », ou plus précisément une appréhension des phénomènes politiques « par le haut », via la géopolitique ou le droit international. L'importance des bouleversements liés au conflit israélo-palestinien a en partie structuré le champ des recherches sur ces sociétés, occultant ses multiples dimensions (y compris politiques). À ce titre, la conjoncture qui a suivi les accords d'Oslo (septembre 1993) s'est montrée déterminante : construction d'un appareil protoétatique et sécuritaire palestinien – l'Autorité nationale palestinienne (ANP)³ – et « échecs » successifs du « processus de paix » (Legrain 1996 ; Lia 2006), interrogations sur les nouveaux acteurs du champ politique palestinien – notamment islamistes (Abu Amr 1994 ; Rougier 2004) –, dimensions économiques (Hanafi 1997), rôle de plus en plus croissant des organisations non gouvernementales (ONG) dans la gestion du quotidien (Abu Sada 2009).

Depuis une vingtaine d'années cependant, un certain nombre de travaux tendent à prendre le contrepied de cette focalisation exclusivement politique ou stato-centrée. D'une part, ces travaux mettent en cause le postulat d'exceptionnalisme palestinien, considérant qu'il mène à priver la recherche des outils d'analyse utilisés pour travailler dans d'autres sociétés du Moyen-Orient (jordanienne, syrienne, libanaise, etc.), du monde arabe ou d'ailleurs. D'autre part, sans chercher à occulter la dimension structurante d'un conflit d'une longévité effectivement exceptionnelle, ces travaux s'appliquent à penser les sociétés palestiniennes « [...] en termes de processus, beaucoup plus qu'en termes de ruptures » (Botiveau & Signoles 2003, p. 18). En termes de continuités également dans le temps, mais aussi avec les sociétés environnantes, en les abordant « par ce qui fait le quotidien

3 L'Autorité nationale palestinienne (ANP) est fondée à la suite des accords d'Oslo, en septembre 1993. Les Territoires occupés palestiniens étant divisés en trois zones A, B et C, l'ANP est compétente en matière de sécurité et d'administration uniquement dans la zone A, et seulement en matière d'administration dans la zone B, la zone C (70 % de la Cisjordanie) étant sous le contrôle exclusif d'Israël. Yasser Arafat a été président de l'ANP de 1996 à 2004. Mahmoud Abbas lui a succédé.

des individus qui les composent » (*idem*, p. 17⁴). Prenant acte, après la deuxième Intifada (2000-2005), de la crise du « processus d'Oslo », des recherches ont visé à inscrire ces dynamiques sociales dans le contexte régional, ainsi qu'à souligner l'importance des différentiels de statuts et des conditions de circulations des Palestiniens dans des contextes très contraignants (Al Husseini & Signoles 2012). Avec la construction du mur de séparation à partir de 2003, puis la division politique entre le Hamas et le Fatah en 2007, les travaux se sont davantage penchés sur les conditions de la pérennisation de la situation d'occupation sur le terrain (Ophir, Givoni & Hanafi 2009 ; Latte Abdallah & Parizot 2011 ; 2017 ; El Sakka 2013 ; 2018). Des thèses, des ouvrages et des articles se sont intéressés aux politiques néolibérales à l'œuvre en Palestine, à la question du « développement » et aux actions des ONG, capitalisant sur les effets pervers de l'aide internationale (Sbeih 2014). Plus récemment, un certain nombre de travaux se sont portés sur la notion de « colonie de peuplement » (*settler colonialism*) pour expliquer les politiques de colonisation en Cisjordanie (Jabary *et al.* 2012). La temporalité de la recherche sur la Palestine accompagne ainsi, logiquement, les temporalités du conflit.

À travers notre tentative de penser les réalités palestiniennes à l'aide du concept de réseau, nous nous inscrivons dans ce sillage. D'une part, notre entreprise est comparatiste : au-delà du truisme selon lequel toute société est, en un sens, exceptionnelle, le cas palestinien n'est ni isolé ni solitaire. Il s'inscrit dans des dynamiques plus globales, à l'œuvre dans la région et au-delà. D'autre part, nous souhaitons nous intéresser à des dynamiques sociales palestiniennes qui ont souvent été marginalisées du fait de la surcharge politique accordée au conflit. Il s'agit ainsi d'aborder frontalement des logiques non nécessairement institutionnelles, mais qui participent des transformations d'un espace social palestinien.

4 Voir également les travaux suivants : Emma Aubin-Boltanski (2007) ; Aude Signoles (2004) ; Véronique Bontemps (2012) ; Véronique Bontemps et Aude Signoles (2012) ; Vincent Romani (2016).

Les réseaux : des usages polysémiques

Le concept de réseau reçoit depuis plusieurs années une attention réelle dans le champ des sciences sociales. Il est possible de distinguer peu ou prou cinq usages combinés des réseaux : socio/anthropologiques, scientistes, managériaux, philosophiques et militants. Souvent appliqué aux questions migratoires, mais aussi politiques (les « nouveaux mouvements sociaux » des années 2000 se réfléchissant et se pensant eux-mêmes en termes de « réseau des réseaux »), il n'en reste pas moins pertinent pour penser des « modèles d'action » et des types de mobilisations d'abord marqués par leur « horizontalité, leur flexibilité et leur informalité » (Dumoulin-Kervian & Pepin-Lehalleur 2012). La notion de réseau peut également s'arrimer à celles de flux et de circulations qui sont souvent utilisées pour penser les migrations contraintes ou choisies dans un espace-temps de plus en plus globalisé (Appadurai 2005 ; Tarrius 2002).

En termes scientifiques, c'est le plus souvent au sociologue Georges Simmel (1858-1918) que les théories des réseaux sociaux font référence (Degenne & Forsé 1995). L'étude des réseaux, dans une perspective simmeliennne, devrait permettre de dépasser une double aporie : celle de l'individualisme méthodologique et de l'approche microsociologique, portés sur les individus, et celle de la tentation holiste et macrosociologique, partant des sociétés. L'étude de réseaux serait en l'occurrence mésosociologique : il s'agirait d'étudier des formes sociales qui résultent de différentes interactions nouées entre des individus, dont la forme primaire n'est pas tant la dyade – la relation entre deux personnes – que la triade. Dès les années 1930, sous l'impulsion de Jacob Levy Moreno (1889-1974), la théorie des réseaux sociaux prend un aspect scientiste, au travers de la sociométrie, selon des modèles complexes, à la croisée de la sociologie, des mathématiques et de la psychologie sociale. Il s'agit alors de représenter graphiquement les relations que peuvent entretenir les membres d'un même groupe, tout

en établissant certains invariants et parallèles entre différentes sociétés données. En anthropologie, l'école de Manchester des années 1950, et notamment les travaux de John Barnes (1918-2010) sur une petite île norvégienne, distinguent l'étude des réseaux sociaux de celle des champs politiques et économiques.

Depuis les années 1980, trois dynamiques concourent à inscrire durablement le concept de réseau dans l'imaginaire collectif : la révolution communicationnelle, le passage à une société postfordiste avec ses nouveaux modèles managériaux (Chauvet & Chollet 2010), et la naissance de nouveaux mouvements sociaux et contestataires, valorisant le fonctionnement en réseaux. Le réseau social – ou la « toile » – s'est imposé non plus seulement comme un concept usité en sciences sociales, mais comme un nom de sens commun. Chez Manuel Castells, le fonctionnement en réseau est ainsi à mettre explicitement en parallèle de l'émergence de la « société informationnelle » (Castells 1999).

Dans le champ politique, la notion de réseau va vivre une forme de surinflation théorique au cours des années 1990. Pour la sociologue Irène Pereira, « la notion de réseau dans le milieu militant nous semble se situer en ce qui concerne son émergence à la croisée d'un contexte social, de discours théoriques intellectuels et militants, et de pratiques militantes » (Pereira 2012). Elle est utilisée notamment par les mouvements altermondialistes à partir de la fin des années 1990. Elle correspond aussi à ce que l'on a pu appeler à l'époque les nouveaux mouvements sociaux, dont Alain Touraine perçoit pourtant la naissance en amont : des mouvements sociaux fonctionnant, ou disant fonctionner, sur le mode de « l'horizontalité », sur le mode systématique de la consultation et du consensus. Le fonctionnement en réseaux renvoie à l'idée de la contestation d'une certaine forme de pouvoir : les « réseaux », eux-mêmes mis en réseaux (le fameux « réseau des réseaux » théorisé par le mouvement altermondialiste au début des années 2000), doivent annoncer une autre manière de faire de la politique. Les années 1990 et 2000 auraient donc annoncé une forme particulière « d'internationalisme des réseaux » (Bensaïd 2008).

Réseaux et logiques horizontales correspondent en effet à une fin de partie, ou à une fin de conjoncture : ce qui se dessine dans cette

appropriation de la notion de réseau par les cercles militants, c'est la critique, à l'heure de la chute de l'Union soviétique et de la crise des modèles socialistes d'autrefois, de la notion de centralisme démocratique, mais aussi de la forme du parti comme manière exclusive de pratiquer le politique. Cette idée reçoit au cours des années 1990 et 2000 un prolongement théorique direct, souvent par des philosophes engagés dans le champ politique : on en trouve la théorisation la plus complète chez Antonio Negri et Michael Hardt, où le concept de réseau croise celui de « multitudes », repris de Spinoza, ou dans l'ouvrage fondateur de John Holloway, au titre évocateur, *Changer le monde sans prendre le pouvoir* (Holloway 2008). Il est notable que certaines théorisations politiques de la notion de réseau viennent, dans les cercles militants, de philosophes, et non pas de sociologues. Leur reprise de la notion de réseau et d'horizontalité se situe par ailleurs dans un double héritage : celui de Michel Foucault d'abord, en ce que penser en réseau correspond à une certaine critique d'un pouvoir biopolitique qui ne serait plus seulement vertical, selon le mode marxiste traditionnel (l'État n'est pas le centre du pouvoir), mais bien horizontal et « immanent ». Celui de Gilles Deleuze et de sa fameuse « nomadologie » ensuite : la reprise politique de la notion de réseau se situe souvent sous le patronage du concept deleuzien de « rhizome » (Deleuze & Guattari 1980). Les usages militants et savants du concept de réseau ne peuvent alors que toucher les sciences sociales, car désormais, il ne s'agit plus seulement de penser les réseaux, mais bien de penser des réseaux qui se pensent eux-mêmes en réseaux. C'est une certaine circulation entre les mondes universitaires et militants qui est mise en œuvre. L'analyse des réseaux, ainsi, n'échappe plus au politique : qu'il s'agisse des réseaux altermondialistes (Agriokoliansky & Meyer 2005), de l'écologie politique (Ollitraut 2008), ou encore de l'analyse des « réseaux transnationaux d'*advocacy* » (Keck & Sikkink 1998), un système d'échange se met en place entre le théorique et le politique.

La polysémie des réseaux est ainsi disciplinaire, mais aussi pratique. Penser en réseaux et penser les réseaux se confondent parfois : évidemment, cela n'aide pas à éclairer la définition du concept. Mais s'il fallait en délimiter les contours *a minima*, il se réduirait à l'expression

de relations sociales qui outrepassent des rapports politiques, institutionnels et économiques codifiés. Le réseau trouve son intérêt dans la fluidité et la souplesse, il a sa part d'informalité et de non-dit, de transactions inavouées – si les théories du complot s'approprient également la notion de réseau, c'est qu'elle reste par essence soumise à une part d'insaisissable, si ce n'est de fantasme. Les réseaux peuvent bien avoir leurs propres codes – ils ne sont pas forcément écrits, et demeurent flexibles.

Les réseaux demeurent ainsi à la lisière de deux mondes : celui d'une pratique, d'une part, et celui d'un concept mobilisé pour analyser des pratiques, d'autre part. Les contributions de cet ouvrage en témoignent : le réseau est tout à la fois un « modèle d'action » et une « catégorie d'analyse » (Dumoulin-Kervian & Pépin-Lehalleur 2012). Tantôt ce sont des réseaux bien réels qu'on analyse, tantôt c'est le concept qu'on mobilise pour donner du sens au réel. L'usage du terme de réseau semble condamné à un flou conceptuel : l'usage qu'on en fait se veut épistémologique, mais il peut être aussi performatif – l'appel aux réseaux se veut aussi une critique des modèles de domination verticaux –, et est appelé à faire modèle.

Aborder les sociétés palestiniennes à travers les réseaux

Tout en présentant les articles qui composent cet ouvrage, il est utile d'exposer dans quelle mesure le contexte politique et territorial palestinien actuel se prête, à notre sens, à des analyses en termes de réseaux ; et de préciser quelles caractéristiques de la notion retiendront, en particulier, notre attention. Il s'agit d'aborder le politique à partir des pratiques ordinaires des personnes concernées : économiques, familiaux, partisans, virtuels ou religieux, les réseaux constituent une ressource pour se mobiliser, se jouer de contraintes spatiales, administratives ou temporelles ou encore pour acquérir des richesses. L'étude de ces réseaux palestiniens, formels ou informels, invite

également à dépasser une approche géographiquement limitée de la question palestinienne : le concept de réseau pourrait ainsi permettre de relier les Territoires palestiniens occupés aux territoires de 1948 (actuel État d'Israël), aux mondes des réfugiés et aux diasporas palestiniennes, y compris en Europe, dans les Amériques ou en Océanie, de décrire des entrelacs de relations faisant fi des frontières héritées, de saisir ces histoires croisées qui continuent de connecter différentes réalités politiques, économiques, familiales, voire idéologiques de la société palestinienne.

Le territoire et le réseau

Penser l'expérience vécue palestinienne, aujourd'hui et historiquement, revient à penser l'expérience de populations confrontées, où ayant été confrontées, à des configurations coloniales complexes qui ont entraîné la destruction et la recomposition des cadres spatiaux temporels de leur existence ordinaire. Ces expériences du quotidien se déclinent différemment selon les « sociétés palestiniennes », qu'il s'agisse de celle des Territoires palestiniens occupés (TPO), des camps de réfugiés, des Palestiniens dits « de 1948 » vivant dans l'actuel État d'Israël ou de ceux de la diaspora. Reste que, depuis la « catastrophe » (*Nakba*) fondatrice de 1948, les mots « dispersion » et « fragmentation » semblent caractériser l'expérience palestinienne contemporaine. Dispersion dans les pays arabes voisins (pays « hôtes »), ou ailleurs sur le globe recréant des « communautés » palestiniennes en diaspora, il s'agit d'abord de dispersion des personnes, des villages et des familles. Dans les territoires palestiniens toujours occupés par Israël, c'est également la fragmentation qui est la règle, depuis l'installation des premières colonies en 1967 jusqu'à la construction (toujours inachevée) du mur de séparation en passant par le zonage territorial mis en place par les accords d'Oslo.

Sans entrer dans les détails, rappelons que le processus d'Oslo n'a pas abouti à la création d'un État palestinien, pas plus qu'il n'a donné lieu à deux entités territoriales séparées : il a plutôt créé une

multiplicité d'enclaves palestiniennes fragmentées. Les accords d'Oslo II (1995) scindent la Cisjordanie et Gaza en trois zones aux statuts différents. Les zones A regroupent les principales villes palestiniennes et se trouvent sous le contrôle administratif de la nouvelle Autorité nationale palestinienne. Les zones B désignent des territoires sous autorité « partagée » palestinienne et israélienne, c'est-à-dire que l'armée israélienne y garde le contrôle de la sécurité. Les zones C demeurent sous autorité israélienne totale : il s'agit de la plupart des champs et des villages, ainsi que de toutes les routes.

Pour passer d'une zone « autonome » à une autre, il faut donc obligatoirement passer par une route qui se trouve sous contrôle israélien exclusif. Redéployée aux portes des agglomérations, l'armée canalise et contrôle les déplacements de la population grâce aux *checkpoints*. La deuxième Intifada, commencée en septembre 2000 et qui se durcit en 2002 a en outre conduit à la réoccupation des zones A : ces « réinvasions » visaient à reprendre le contrôle sécuritaire des enclaves palestiniennes, tout en poursuivant le projet de séparation unilatérale qui avait été entamé avec le processus d'Oslo (Latte Abdallah & Parizot 2011).

Le processus d'Oslo et son échec ont donc eu des effets territoriaux notoires. La coupure entre la Cisjordanie et Gaza s'est encore accentuée, ainsi que celle existant entre Palestiniens de Cisjordanie et de Gaza d'un côté, et résidents israéliens de l'autre (que ceux-ci soient juifs ou Palestiniens). Les relations entre les deux sociétés, *de facto*, se sont graduellement estompées : les Palestiniens nés en 2000 ne se sont pour la plupart jamais rendus en Israël, ont une connaissance de l'hébreu très limitée et ne voient des Israéliens que les soldats aux *checkpoints*, alors que leurs aînés ont travaillé en Israël dans les années 1970-1980. Il faut enfin compter avec la construction du mur de séparation, qui loin de réellement « séparer » fonctionne davantage comme un dispositif de prédation en grignotant du territoire dans les zones palestiniennes, afin d'inclure les blocs de colonies les plus importants du côté israélien. Encore n'est-il que la face émergée de l'iceberg, si l'on considère la multitude et la complexité des limites et des obstacles à la circulation des Palestiniens : *checkpoints*, blocages routiers, tranchées, barrières, tous instruments de contrôle de la

population et d'émiettement du territoire, dont le nombre total en Cisjordanie est estimé en 2017 à 572 (OCHA⁵).

C'est dans ce contexte de discontinuité territoriale que les personnes et les populations cherchent en permanence à dépasser, à contourner ou à subvertir que la notion de réseau peut s'avérer utile. Le réseau, notamment d'interconnaissance, apparaît comme une ressource permettant de dépasser le territoire et ses limites, ou du moins de contourner certains obstacles, de pallier certaines difficultés liées à la fragmentation. Les réseaux – notamment les nouveaux réseaux dits « sociaux » comme Facebook, Twitter, Instagram – apparaissent également comme un canal important de communication et de transmission d'informations en l'absence de possibilité concrète de se rencontrer. À défaut de continuité territoriale, les actions en réseaux permettent aussi de véhiculer des messages mobilisateurs autour de symboles forts comme les mouvements autour de la mosquée al-Aqsa analysés par Elsa Grugeon – sachant que les limites territoriales sont (hélas) bien réelles et que l'existence de réseaux ne permet pas d'abolir les frontières, sinon virtuellement.

Le modèle fractal de l'occupation israélienne – découper les territoires – tout comme le caractère éclaté d'une population palestinienne divisée par des frontières imperméables encouragent enfin la constitution de réseaux transnationaux – voire globalisés – qui sont devenus l'une des marques de fabrique de l'identité nationale palestinienne : les contributions de Jalal Al Hussein sur les diasporas palestiniennes, celle de Najla Nakhlé-Cerruti sur un théâtre palestinien « national et mondial », mais aussi celle de Marion Slitine sur les réseaux de l'art contemporain palestinien, « entre localisme et globalisation », montrent tout le paradoxe de ces mises en réseaux palestiniennes : si elles ne peuvent répondre à certaines revendications nationales – l'État palestinien en attente –, elles constituent à l'évidence des formes de résilience et de présence à l'écart des approches institutionnelles du politique, réinventant un imaginaire national selon des lignes de forces qui affrontent et confrontent les limites territoriales, et mettant

5 https://www.ochaopt.org/sites/default/files/westbank_2017_draft_6_march_2017.pdf

à profit les moyens offerts par les horizons globalisés – et notamment les possibilités de transmission de l’information.

Les réseaux : des cadres fluides et peu structurés

Un deuxième élément rendant pertinente l’utilisation de la notion dans le contexte palestinien est le caractère *a priori* fluide et souple, peu structuré (ou structuré de manière lâche) et à géométrie variable des réseaux. À la verticalité des rapports de domination imposés par Israël pourraient répondre des formes d’organisation en réseau permettant de déjouer les dispositifs de contrainte, ou d’en tirer certains profits. De même, dans un contexte de fragmentation qui isole certains îlots territoriaux les uns des autres (de sorte que certaines villes apparaissent comme autant de clichés de régions morales : par exemple, Ramallah la libérale face à Jénine ou Hébron les conservatrices), les individus se trouvent à même de faire appel à certains réseaux ou à d’autres en fonction de leurs objectifs et de manière à s’ajuster à la situation et au possible contrôle social dont ils font l’objet.

Cependant, une opposition binaire entre verticalité de la domination et horizontalité des réseaux serait trompeuse, de même que l’idée – simpliste – que les réseaux neutraliseraient les rapports de pouvoir. Comme le rappelle Claire Lemerrier, « [...] on ne saurait se contenter de repérer l’existence de telle ou telle forme de “réseau”, car il faut surtout se demander si ces “réseaux” sont ou non hiérarchisés, multipolaires, mouvants ou tenaces, à quels moments ils fonctionnent plutôt comme des ressources ou au contraire comme des contraintes pour les individus ou les groupes [...] » (Lemerrier 2005, p. 88) L’article de Minas Ouchaklian sur les différentes générations de combattants du Fatah dans le camp de réfugiés de Balata à Naplouse, en Cisjordanie, montre ainsi en quoi la constitution de réseaux connectés (avec l’Autorité nationale palestinienne, les services de sécurité palestiniens) est étroitement liée au maintien et au renforcement de leaderships locaux, mais aussi

à la constitution de nouvelles figures de la contestation : les réseaux constitués par les militants du Fatah, bien qu'horizontaux, sont des ressources mobilisées dans le cadre de luttes de pouvoir.

Ainsi, loin d'abolir les hiérarchies sociales et statutaires, les réseaux s'y adaptent et parfois les reproduisent, de sorte qu'ils peuvent apparaître autant comme des contraintes que comme des ressources. Le maillage israélien des Territoires palestiniens occupés n'est-il pas également constitué en réseau plutôt que comme la continuité d'une ligne territoriale (Weizman 2007 ; Latte Abdallah & Parizot 2017) ? La mise en avant d'une séparation territoriale entre Israël et la Cisjordanie s'est accompagnée, on l'a rappelé, d'un processus d'appropriation continue et de l'organisation d'une superposition de plusieurs réseaux de circulation qui se côtoient sans se toucher : circulation fluide pour les Israéliens qui contournent les *checkpoints* militaires et les dépassent grâce à la couleur de leur plaque ; aménagement de routes réservées contournant par exemple l'agglomération de Jérusalem, financées avec les deniers de l'aide internationale. Comme l'écrivent Stéphanie Latte Abdallah et Cédric Parizot : « alors que les colonies israéliennes et Israël sont restés un "archipel" d'îlots parfaitement connectés, les "enclaves" palestiniennes sont devenues de plus en plus isolées les unes des autres jusqu'à former un espace profondément discontinu » (Latte Abdallah & Parizot 2017, p. 13). Plus important peut-être, la description et l'analyse des différents réseaux auxquels ont recours les Palestiniens permettent de mettre en évidence une dimension peu étudiée de la société palestinienne : les hiérarchies et les inégalités statutaires ainsi que la manière dont elles se spatialisent, ce que montre le chapitre de Mariangela Gasparotto sur les réseaux de jeunes nouveaux arrivants à Ramallah.

Réseaux et mobilisations

Enfin, un autre aspect important de la notion de réseau que nous explorons dans cet ouvrage est celui du potentiel de mobilisation : par la constitution de réseaux (de sociabilité, de militants, artistiques

et d'entraide) peuvent se réaliser des transmissions, des échanges et des communications, et se créer des liens forts dans (ou malgré) la discontinuité, ce qui permet de dépasser quelque peu les handicaps liés à la fragmentation territoriale. Les réseaux permettent le transfert d'information, de ressources, d'enthousiasme ; mais, plus important, les mobilisations peuvent elles-mêmes faire réseau et redéfinir des formes de collectifs comme le montre Cléo Chaveneau avec l'exemple des actions « en réseau » des internationaux résidant en Palestine. Ne pouvant se mobiliser ensemble ou se former en collectif, ne pouvant davantage, pour de multiples raisons, se joindre aux mobilisations des Palestiniens dont ils se sentent pourtant solidaires, ils recréent du lien et du réseau à travers des formes d'« action collective individualisée » (Micheletti 2003). En France, les réseaux mobilisés pour les droits des Palestiniens « à la gauche de la gauche » depuis 1968, étudiés par Nicolas Dot-Pouillard, effectuent dans leur diversité même des percées transcontinentales en ratissant beaucoup plus large qu'un simple va-et-vient France-Palestine : ils mobilisent de grandes causes politiques (altermondialisme, anti-impérialisme) avec des registres d'action très différents (violence politique, logiques protestataires ou de plaidoyer).

Les mises en réseaux palestiniennes analysées dans cet ouvrage ont toutes leurs limites : leur multiplication depuis les années qui suivent les accords d'Oslo de septembre 1993 sont aussi symptomatiques de la crise d'un mouvement national palestinien qui ressemble à une « mosaïque éclatée » (Dot-Pouillard 2016). Mais il y a néanmoins de la « force » dans ces « liens faibles » et peu institutionnalisés (Granovetter 1973) : les réseaux culturels, artistiques, et politiques cultivés par les Palestiniens depuis des années constituent une forme de réponse spontanée à la logique de l'occupation, de la dispersion et du manque d'horizon politique. Face au morcellement des Territoires occupés et à la dispersion géographique des Palestiniens, ces réseaux participent de la réinvention et de la réactivation d'un imaginaire national palestinien à une époque où les Palestiniens se trouvent comme « orphelins » de l'organisation (l'OLP) qui a contribué à les faire naître politiquement : cet imaginaire est sans doute nationaliste, mais il

est aussi, en un sens, « post-national », puisqu'il fonctionne selon des lignes de force tout autant locales que globalisées et transnationales. « Force des liens faibles » et réseaux palestiniens ne se substituent certes pas aux modèles verticaux et centralisés du politique – partis, entité protoétatique de l'Autorité nationale palestinienne. Mais ils permettent peut-être temporairement d'en compenser les crises et les inachèvements.

Bibliographie

- ABU AMR Ziyad (1994), *Islamic Fundamentalism in the West Bank and Gaza*, Bloomington, Indiana University Press.
- ABU SADA Caroline (2007), *ONG palestiniennes et construction étatique*, Beyrouth, Presses de l'Ifpo.
- AGRIKOLIANSKY Éric, FILLIEULE Olivier et MEYER Nonna (dir.) (2005), *L'Altermondialisme en France. La longue histoire d'une nouvelle cause*, Paris, Flammarion.
- AL HUSSEINI Jalal et SIGNOLES Aude (dir.) (2012), *Les Palestiniens entre État et diaspora. Le temps des incertitudes*, Paris, Karthala-IISMM.
- APPADURAI Arjun (2005), *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*, Paris, Payot.
- AUBIN-BOLTANSKI Emma (2007), *Pèlerinages et nationalisme en Palestine. Prophètes, héros et ancêtres*, Paris, Éditions de l'EHESS.
- BENSAÏD Daniel (2008), « Mondialisation, la critique internationaliste », *Encyclopédia Universalis*.
- BONTEMPS Véronique (2012), *Ville et patrimoine en Palestine. Une ethnographie des savonneries de Naplouse*, Paris, Karthala/IISMM.
- BONTEMPS Véronique et SIGNOLES Aude (2012), *Vivre sous occupation. Quotidiens palestiniens*, Paris, Gingko.
- BOTIVEAU Bernard et SIGNOLES Aude (dir.) (2003), « D'une intifâda l'autre. La Palestine au quotidien », *Égypte/Monde arabe*, 2003/6.
- CASTELLS Manuel (1999), *L'Ère de l'information. Tome 1 : la société en réseaux*, Paris, Fayard.

- CHAUVET Vincent et CHOLLET Barthélémy (2010), « Management et réseaux sociaux. Bilan et perspective de recherche », *Revue française de gestion*, vol. 202, n° 3, p. 79-96.
- DEGENNE Alain et FORSÉ Michel (1994), *Les Réseaux sociaux. Une analyse structurale en sociologie*, Paris, Armand Colin.
- DELEUZE Gilles et GUATTARI Félix (1980), *Capitalisme et schizophrénie. Tome 2 : Mille plateaux*, Paris, Éditions de Minuit.
- DOT-POUILLARD Nicolas (2016), *La Mosaique éclatée. Une histoire du mouvement national palestinien (1993-2016)*, Arles/Beyrouth, Actes Sud/Institut des études palestiniennes.
- DUMOULIN-KERVIAN David et PÉPIN LEHALLEUR Marielle (2012), *Agir-en-réseau. Modèle d'action ou catégorie d'analyses ?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- EL SAKKA Abaher (2013), « Les mobilisations protestataires palestiniennes actuelles », *Confluences Méditerranée*, vol. 86, n° 3, p. 171-183.
- EL SAKKA Abaher (2018), « Representations of Violence and Non-Violence in Palestinian Society », Sudhir Chandra (dir.), *Violence and Non-Violence across Time: History, Religion and Culture*, London, Routledge, p. 204-221.
- GRANOVETTER Mark S. (1973), « The Strength of Weak Ties », *American Journal of Sociology*, vol. 78, n° 6, p. 1360-1380.
- HANAFI Sari (1997), *Entre deux mondes. Les hommes d'affaires palestiniens de la diaspora et la construction de l'entité palestinienne*, Le Caire, CEDEJ - Égypte/Soudan.
- HOLLOWAY John (2008), *Changer le monde sans prendre le pouvoir. Le sens de la révolution aujourd'hui*, Paris, Éditions Syllepse.
- JABARY SALAMANCA Omar, QATO Mezna, RABIE Kareem et SAMOUR Sobhi (2012), « Past is Present : Settler Colonialism in Palestine », *Settler Colonial Studies*, vol. 2, n° 1, p. 1-8.
- KECK Margaret et SIKKINK Kathryn (1998), *Activists Beyond Borders. Advocacy Networks in International Politics*, Ithaca, Cornell University Press.
- LATTE ABDALLAH Stéphanie et PARIZOT Cédric (dir.) (2011), *À l'ombre du mur. Israéliens et Palestiniens entre séparation et occupation*, Arles, Actes Sud.
- LATTE ABDALLAH Stéphanie et PARIZOT Cédric (2017), *Israël/Palestine, l'illusion de la séparation*, Aix-en-Provence, Presses universitaires de Provence.

- LEGRAIN Jean-François (1996), *Les Palestines du quotidien. Les élections de l'autonomie*, n° 22, Beyrouth, CERMOC, « Les Cahiers du CERMOC ».
- LEMERCIER Claire (2005), « Analyse de réseaux et histoire », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 52, n° 2, p. 88-112.
- LYA Brynjar (2006), *A Police Force without a State. A History of the Palestinian Security Forces in the West Bank and Gaza*, Reading, Ithaca Press.
- OLLITRAUT Sylvie (2008), *Militer pour la planète. Sociologie des écologistes*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.
- OPHIR Adi, GIVONI Michal et HANAFI Sari (dir.) (2009), *The Power of Inclusive Exclusion. Anatomy of the Israeli Rule in the Occupied Palestinian Territories*, New York, Zone Books.
- PEREIRA Irène (2012), « Organisation en réseau et renouveau de la contestation en France », David Dumoulin Kervian et Mireille Pepin-Lehalleur (dir.), *Agir en réseau. Modèle d'action ou catégorie d'analyse?*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 75-89.
- ROMANI Vincent (2016), *Faire des sciences sociales en Palestine. Oppression militaire et mondialisation académique*, Paris, Karthala/IREMAM.
- ROUGIER Bernard (2004), *Le Jihad au quotidien*, Paris, Presses universitaires de France.
- SBEIH Sbeih (2014), « La "Professionnalisation" des ONG en Palestine. Entre pression des bailleurs de fonds et logique d'engagement », thèse de doctorat en sociologie, université Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines.
- SIGNOLES Aude (2004), « Municipalités et pouvoir local dans les Territoires palestiniens. Entre domination israélienne et État en formation (1993-2004) », thèse de doctorat en science politique, université de Paris I.
- TARRIUS Alain (2002), *La Mondialisation par le bas. Les nouveaux nomades des économies souterraines*, Paris, Balland.
- WEIZMAN Eyal (2007), *Hollow Land. Israel's Architecture of Occupation*, London/ New York, Verso.